

ALGER

Alger républicain

Extract of Alger républicain

<http://alger-republicain.com/Un-pouvoir-dans-l-impasse-et-un.html>

**Un pouvoir dans l'impasse et
un mouvement populaire
spontané que les divers
courants organisés de la
bourgeoisie et de la réaction
cherchent à canaliser vers
leurs objectifs**

Publication date: lundi 6 septembre 2019

- Actualité politique nationale -

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Il est aux abois pour faire passer sa feuille de route. Toutes ses initiatives ont été rejetées par ce qui reste du mouvement du Hirak et de la dénommée « classe politique » dite « d'opposition ». L'appel à des personnalités de « consensus » pour mener un dialogue « inclusif » ne fait pas l'unanimité et le Panel constitué connaît ses premières défections. Devant ce blocage, l'institution militaire et à sa tête son chef d'Etat-Major et vice-ministre de la Défense fait le forcing et étale son autoritarisme pour appliquer sa feuille de route à savoir la tenue de l'élection présidentielle « dans les meilleurs délais dans le cadre de la Constitution actuelle ».

Le Hirak connaît un reflux. De plus en plus de citoyens le boudent pour rejoindre les marches du vendredi. Il n'est plus aussi massif qu'au début du mouvement. Est-ce purement conjoncturel ? A cause de la canicule, de la période estivale, ou par lassitude, parce que les jeux seraient faits ? D'aucuns disent qu'il faudra attendre la rentrée sociale de septembre pour le savoir.

Ce qui a été constaté, c'est que le Hirak semble s'essouffler. Il est dévié par rapport à ses mots d'ordre unitaires du début de son lancement. Ce recul a profité à des groupes plus ou moins organisés qui se sont investis pour lui imprimer d'autres orientations politiques dirigées principalement contre l'institution militaire et son commandement ou ses soutiens.

Dans certaines localités un groupe réduit qui semble être encouragé en sous main par des officines proches du pouvoir soutient l'initiative de l'armée mais lance des flèches aux adversaires du processus en les traitant de « zouaves » et de « oualed frança » en ciblant une région importante du pays. L'autre groupe, relativement important par le nombre, mené par des éléments inspirés par des chaînes islamistes réactionnaires comme El-Maghiribia - financée par le Qatar- qualifiée par eux de « saout ech-chaab », rejette toute idée de dialogue ou débats et même la tenue d'élections avant la chute du régime et le départ de Bensalah et de Bedoui. Les slogans provocateurs proférés par ces deux groupes poussent à l'affrontement et peuvent mener à des dérapages dangereux jetant au sein de la population des confusions propices à l'action de groupes ultra-réactionnaires liés à l'impérialisme qui attendent leur heure, islamistes embusqués, groupes formés depuis des années par les officines US dans la subversion sous couvert de « révolutions colorées », séparatistes dans les régions du sud convoitées par les multinationales, fascistes.

Les organisations dites de la « société civile » regroupant des syndicats, des associations, les ligues de droits de l'homme et les partis dits de la « mouvance démocratique » :

- Dynamique de la société civile (un regroupement hétéroclite où prédominent l'influence des organisations islamistes et qui compte quelque 100 organisations). - Force de l'alternative démocratique, alliance de 7 partis : FFS, RCD, PT, PST, UCP, MDS, PLD, et Ligue des Droits de l'Homme).

- Pôle des forces du changement. Et les autres organisations comme le RAJ, Manifeste pour le changement, Initiative pour la refondation démocratique (IRD), Collectif des professeurs en Médecine.

Ils sont tous partisans de l'Assemblée constituante et d'une étape de transition et partagent donc les mêmes revendications avec des nuances que le dernier groupe du Hirak cité qui vilipende le vice-ministre de la Défense.

Par son poids dans le pays, l'institution militaire reste la seule à se mettre en avant et tente une sortie de crise qui au fil des mois est contrariée et ne trouve pas une issue. La crise politique et institutionnelle après le départ forcé de Bouteflika s'exaspère et met le commandement de cette dernière devant beaucoup de défis à relever avec un lourd contentieux sur le plan économique, financier et social.

En effet des milliers de travailleurs employés dans les entreprises et sociétés sous- traitantes créées par des

oligarques poursuivis par la justice (Groupe Haddad, groupe Tahkout, groupe Kouninef) pour ne citer que ceux là, se trouvent sans salaires depuis plusieurs mois même si le gouvernement actuel s'est ressaisi pour nommer des administrateurs à la tête de ces entreprises. Le pouvoir actuel sans légitimité, rejeté par toutes les couches de la société ne peut pas apporter durablement ou prendre des mesures salutaires pour la relance des projets confiés à ces oligarques et préserver les emplois.

Les perspectives de la présente rentrée sociale seront « chaudes » si aucune issue politique ne vient pour résoudre les problèmes brûlants économiques et sociaux posée au pays.

Quelles sont les alternatives politiques pour sortir de cette crise et préserver le pays de dérapages dangereux d'autant plus que les convoitises et la volonté d'ingérence des pays impérialistes sont présentes ?

Il appartient aux forces de progrès représentatives des travailleurs, des autres catégories laborieuses et de la jeunesse populaire de s'atteler à les élaborer et à leur donner un large ancrage au sein des forces concernées par leur défense.

Ameur Saffay